

Bilan de la journée d'étude organisée par Marine Poirier le 24 juin 2018
« L'élection présidentielle 2018. Un non-événement pour les sciences sociales ? »

Alors que les « élections fondatrices » de 2011-2012 avaient souligné la diversification de l'offre politique (Steuer, 2013) et l'apparition d'une « nouvelle citoyenneté électorale » (Rougier et Bayoumi, 2015), celles de 2018 ont été marquées par une contraction inédite de la compétition, l'unique concurrent toléré, Moussa Moustafa Moussa, étant un supporter du président al-Sissi. Dans un champ politique marqué tant par l'absence des Frères musulmans que celle d'un parti de gouvernement structuré, les quelques prétendants candidats ont rapidement été écartés de la course. Si l'absence de concurrent crédible et la réélection assurée d'al-Sissi ont poussé les chancelleries et missions d'observations internationales à annuler leur traditionnel suivi du scrutin, celui-ci était-il vraiment sans intérêt ?

20 ans après l'ouvrage pionnier coordonné par Sandrine Gamblin sur les législatives de 1995 et intitulé « Contours et détours du politique en Égypte », l'ambition de cette journée d'étude était de débattre collectivement de l'épisode électoral de 2018, et d'analyser ce dernier à la fois comme révélateur de dynamiques sociopolitiques profondes et moment d'incertitude ou de fluctuation des règles du jeu politique. La posture adoptée dès le départ était en effet d'affirmer que l'élection de 2018 valait le « détour », peu importe si son issue ne faisait aucun doute.

Au cours de la journée, une vingtaine de chercheurs rattachés à des institutions tant françaises (CEDEJ, IRD) qu'égyptiennes (Université du Caire, Université Américaine du Caire) ont partagé leurs analyses, observations et enquêtes empiriques originales menées au cours de la campagne et de l'élection. La discussion scientifique, qui s'est déroulée en anglais, arabe et français, s'est structurée autour de trois tables-rondes thématiques.

Au cours de la première, intitulée « L'élection présidentielle de 2018 comme révélateur de l'état des rapports de force au sein de la coalition dirigeante », une première communication a présenté l'ingénierie complexe et inédite du verrouillage de l'espace public et du jeu politique en amont de l'élection. Une seconde communication, notamment centrée sur l'étude de la campagne en faveur du président sortant, a souligné à la fois les dynamiques de fragmentation et d'unification au sein de la coalition dirigeante. Une dernière communication s'est concentrée sur les enjeux de la mobilisation et de l'organisation d'une candidature d'opposition, qui a finalement dû être abandonnée. Les débats ont éclairé l'évolution des dynamiques politiques et des rapports de force au sein du régime d'Abdel Fattah al-Sissi.

La seconde table-ronde, intitulée « Des élections sans électeurs ? La participation, principal enjeu du scrutin », s'est penchée plus avant sur les continuités et les ruptures, voire les surprises, de l'élection de 2018 par rapport aux scrutins de l'ère Moubarak et des scrutins post-révolutionnaires. Une première communication a montré comment l'organisation du scrutin (campagne électorale, administration du vote, etc.) renseignait les évolutions longues du régime égyptien. Une seconde communication s'est intéressée aux défis de la mobilisation des électeurs sur une scène marquée par l'absence d'organisation partisane structurée ou dominante, et aux projets de construction d'un parti majoritaire. Une dernière communication a étudié la transformation du profil des intermédiaires de la mobilisation électorale entre les scrutins post 2011 et l'élection de 2018.

La troisième table-ronde, intitulée « Défis méthodologiques : quelle sociologie de l'élection est possible ? » s'est concentrée sur les enjeux liés à la production de recherches empiriques dans un contexte marqué par un accès limité aux données électorales et des obstacles croissants à la conduite d'une enquête de terrain. Une première communication a présenté le travail collectif de documentation, notamment iconographique, de la campagne électorale et de l'élection par l'équipe du CEDEJ, tandis qu'une seconde a montré comment le matériel électoral, et notamment les affiches de propagande, pouvait être un outil pour cartographier les acteurs de la campagne et analyser leurs grammaires de mobilisation. Une troisième communication s'est intéressée, à partir d'observations ethnographiques menées les jours de vote, à la construction et l'expression des préférences électorales dans un cadre familial, et a souligné la variété des résistances à l'ordre autoritaire quotidien.

Avec la participation, au CEDEJ, de Marie Piessat, Marie Vannetzel, Farah Ramzy, Rehab Sakr, Malak Labib, Carl Rommel et Naïma Bouras